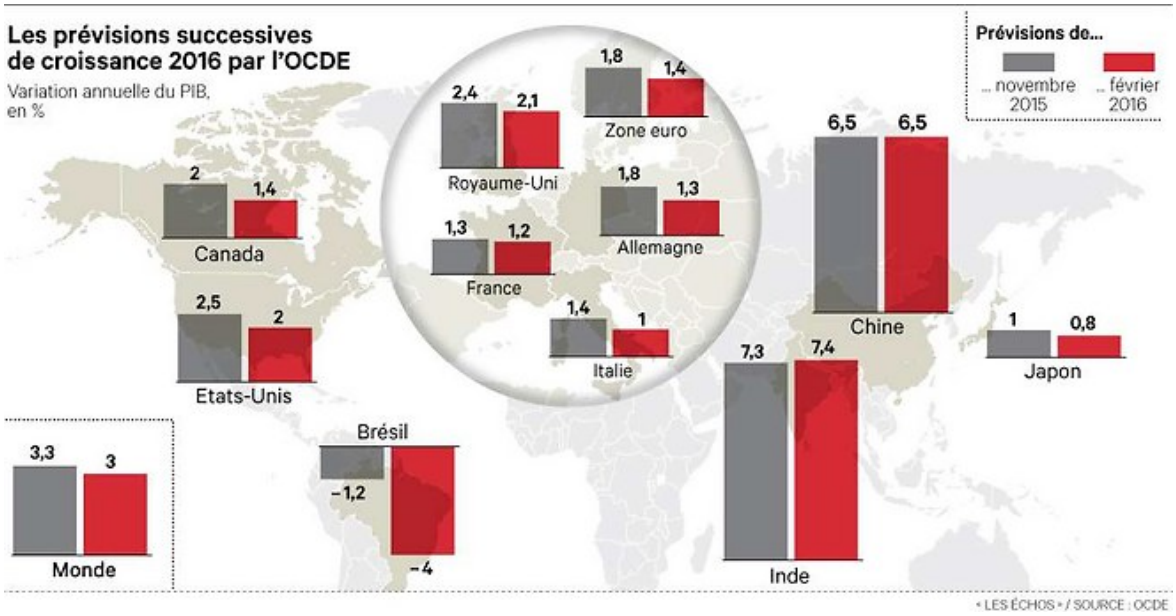
OCDE : « Il est urgent de soutenir collectivement la demande »

Feb 18, 2016



- OCDE : « Il est urgent de soutenir collectivement la demande »

Alors que l'OCDE a publié jeudi matin la révision de ses prévisions de croissance à la baisse, la chef économiste de l'institution, Catherine Mann, appelle à « une action collective forte ».

C'est un cri d'alarme que pousse l'OCDE. L'institution vient de réviser quasiment toutes ses prévisions de croissance à la baisse. Depuis son dernier rapport en novembre, le pétrole a perdu un tiers de sa valeur et les marchés financiers ont connu une forte volatilité. Désormais la croissance mondiale ne dépassera pas, en 2016, le niveau de 2015 soit 3 % (contre 3,3 % précédemment envisagés). Les prévisions pour la zone euro chutent de 1,8 % à 1,4 % : la croissance en Allemagne est fortement révisée (1,3 % au lieu de 1,8 % précédemment estimés) quand celle de la France ne se contracte que de 0,1 point, à 1,2 %. Aux Etats-Unis, la hausse du PIB n' atteindrait plus que 2 % en 2016 au lieu des 2,5 % prévus. La chef économiste de l'OCDE estime qu'une réaction collective est urgente pour soutenir la demande.

Vous venez de réviser fortement à la baisse les perspectives économiques de novembre dernier ?

Nous avons revu nos perspectives de croissance à la baisse dans tous les pays de l'OCDE, à l'exception de l'Inde. Beaucoup des mécanismes de transmission ne fonctionnent plus. La relation entre l'emploi et les salaires est cassée, comme celle entre le coût du capital et l'investissement, celle de la

compétitivité des devises et des exportations, ou encore la relation entre le prix du pétrole et la croissance. Tout cela nous conduit à faire une demande pressante en faveur d'une action collective forte.

Les banques centrales réclament des efforts des gouvernants depuis un moment, sans beaucoup de succès...

En novembre dernier, j'ai expliqué ce qui était nécessaire pour changer la situation et rétablir les mécanismes de transmission. Il faut une réponse collective, la politique monétaire est déjà très accommodante. Il faut maintenant des réformes fiscales et structurelles qui soient déployées pour lui venir en appui. Les trois instruments doivent être déployés ensemble si on veut que cela fonctionne. Les banques centrales ne peuvent pas tout faire toutes seules. Nous essayons de montrer aux gouvernants qu'il y a une option positive à saisir, mais en même temps nous soulignons la gravité du risque qui existe à ne rien faire.

Doit-on craindre une nouvelle crise bancaire ?

Les banques jouent un rôle clé dans la transmission de la politique monétaire au reste de l'économie. Elles ont été assez peu efficaces dans ce rôle. Il n'y pas eu assez de désendettement en Europe, par exemple. Les institutions bancaires portent le poids des anxiétés sur l'état de l'économie. Toutefois, parce que les règles prudentielles ont été revues, tout comme les ratio de capitaux, je pense qu'on peut croire dans la stabilité bancaire. En tout cas, je ne suis pas mal à l'aise avec cette hypothèse.

Les conflits actuels, la crise de réfugiés en Europe, tout cela ajoute beaucoup d'incertitude ?

Il faut prendre du recul. Il y a eu d'autres moments de grande incertitude dans le passé. C'est vrai que cela rend les décisions d'investissement plus difficiles et que cela pousse les ménages à épargner. D'où la nécessité d'agir pour ceux qui ont les moyens de renverser cette vague. Les gouvernements doivent prendre les moyens de créer un environnement plus favorable à l'investissement et la consommation. Il est urgent de soutenir collectivement la demande.

En Europe, le plan Juncker est une réponse aux besoins d'investissements ?

Pour faire démarrer les investissements, il y avait également besoin d'une harmonisation réglementaire dans les secteurs de réseaux comme les télécommunications et les transports, mais on l'attend toujours. L'union bancaire se développe elle aussi beaucoup trop lentement. Le rythme des réformes doit s'accélérer.

La guerre des devises fait rage et le dollar s’apprécie, cela n’est pas forcément bénéfique.

L’économie américaine a joué un rôle important dans le rétablissement de l’économie globale. C’est plus difficile quand le dollar s’apprécie car cela pèse sur la demande intérieure. La hausse a été rapide, mais nous ne sommes pas encore à un pic. L’un des mécanismes de transmission qui a cassé est celui de la compétitivité de la devise avec les exportations. Même si le prix est bon, les gens ne vont pas acheter. Tout nous ramène à la demande.

Le ralentissement chinois va continuer à susciter de l’inquiétude ?

La Chine est en transition. Elle a recours à un programme de relance budgétaire pour l’adoucir. C’est bon pour elle et c’est bon pour l’économie mondiale. Nous voudrions la voir faire davantage de réformes qui soutiennent la consommation et qui réduise l’épargne de précaution des ménages. La stratégie déployée, qui se focalise sur l’investissement, notamment dans le marché immobilier, ne servira pas à créer l’environnement nécessaire à leurs objectifs de long terme.

L’Afrique du Sud, le Brésil, la Turquie sont dans des situations difficiles...

Ces pays ont des dettes en devises étrangères qui les exposent au risque de change et aux hausses de taux d’intérêts. Cela nous préoccupe. Mais si on se souvient d’autres périodes de turbulence comme 1997 ou 2001, ces pays sont en meilleure en forme. Même ceux qu’on pense être à risque ont pris les mesures nécessaires, avec leur banque centrale, pour être dans une position plus solide.

Virginie Robert